

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles L2123 et R2123
du Code la Commande Publique

Accord-cadre à bons de commande

Fourniture d'équipements de protection individuelle

*Cahier des Clauses Techniques Particulières
(CCTP)*

*N° de marché
MP-2021-55*

Service Ressources Finances / Marchés Publics
--

SOMMAIRE

Article 1 :	Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 :	Objet du marché	3
Article 3 :	Caractéristiques techniques des produits	3
Article 4 :	Équipements recherchés	3
Article 4.1 :	Tête - Yeux - Auditif	3
Article 4.2 :	Corps	3
Article 4.3 :	Mains	4
Article 4.4 :	Pieds	4
Article 4.5 :	Commande sur catalogue	4
Article 5 :	Modalités de commandes	4
Article 5.1 :	Commandes	4
Article 5.2 :	Interlocuteur	5
Article 5.3 :	Échanges	5
Article 6 :	Livraison	5
Article 6.1 :	Lieu de livraison	5
Article 6.2 :	Délai de livraison	5
Article 6.3 :	Suivi de livraison	5

Article 1 : Pouvoir adjudicateur

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE D'ILLE-ET-VILAINE (CDG 35)
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné Fouillard Cedex

Article 2 : Objet du marché

Cette consultation a pour objet l'achat d'équipements de protection individuelle destinés aux agents du siège et aux agents itinérants du service Mobilité, Emploi, Compétences du CDG 35, en mission dans les collectivités territoriales du département.

Article 3 : Caractéristiques techniques des produits

La liste des produits qui seront commandés est indiquée à l'article 4. Cette liste de produits n'est pas exhaustive et d'autres produits pourront être commandés sur le catalogue du fournisseur.

Chaque équipement doit être situé dans son contexte d'utilisation (environnement et risques professionnels), les risques doivent également être cités ainsi que les normes exigées.

Le marquage CE suivi du numéro de référence de l'organisme chargé de suivre la qualité du produit est obligatoire suivant l'article R-233-74 du code du travail.

Une notice devra être délivrée par le fabricant (article R.233-151 du code du travail).

Si les équipements répondent à des normes, le marquage de conformité à ces normes doit être indiqué (article L 23365 du code du travail).

Le candidat devra obligatoirement joindre les fiches techniques des produits.

Le candidat précisera le conditionnement des produits et les conditions de livraison.

De plus, selon le décret n°2021-254 du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, 20% des produits doivent être issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

Article 4 : Équipements recherchés

Les équipements de protection individuelle doivent faire l'objet d'un marquage CE et être accompagnés d'une notice d'utilisation et d'entretien.

Article 4.1 : Tête - Yeux - Auditif

- Casque anti-bruit réglable - protection universelle - ateliers mécaniques, jardinage (Norme NF EN 352-1 et 352-3) Niveau minimum de protection demandé : SNR 24 dB
- Bouchons d'oreilles réutilisables pré-moulés en élastomère hypoallergénique
- (Norme NF EN 352-2) Niveau minimum de protection demandé : SNR 24 dB
- Lunettes de protection contre les impacts : à branches avec protection latérale (Norme NF EN 166)
- Lunettes de protection contre les impacts : masques (Norme NF EN 166)
- Casque de chantier : casque avec harnais réglable et jugulaire (Norme NF EN 397)
- Masque en tissu « grand public » catégorie 1, lavable 50 fois au moins, avec attaches derrière les oreilles
- Masque FFP2 (Norme NF EN 149 : 2001)
- Masque chirurgical type I (Norme NF EN 14683)

Article 4.2 : Corps

- Blouson de travail Haute Visibilité classe II minimum (Norme NF EN 340 et EN ISO 20471)
- Pantalon de travail Haute Visibilité classe II minimum (Norme NF EN 340 et EN ISO 20471)
- Veste de pluie Haute Visibilité classe II minimum (Norme NF EN 340, EN 343 et EN ISO 20471)
- Pantalon de pluie Haute Visibilité classe II minimum (Norme NF EN 340, EN 343 et EN ISO 20471)

- Parka doublée Haute Visibilité classe II ou III (Norme NF EN ISO 20471, EN 343 intempéries et EN 342 froid)
- Tenue de tronçonnage classe 3 (vitesse de chaîne de 28 m/s) (Norme NF EN 381, EN 381-5 protection des jambes (pantalon ou jambières) et EN 381-11 protection de la partie supérieure du corps)
- Gilet Haute Visibilité classe II (Norme NF EN 340 et EN ISO 20471)
- T-shirt Haute Visibilité classe II (Norme NF EN 340 et EN ISO 20471)
- Blouse coton milieu scolaire ou nettoyage
- Veste cuisinier restauration collective, garantissant une résistance à la chaleur/brûlure et résistante au lavage à 90°C
- Pantalon cuisinier restauration collective, garantissant une résistance à la chaleur/brûlure et résistante au lavage à 90°C

Article 4.3 : Mains

- Gants manutention lourde : Gants en cuir ou tricotés sans couture enduits (Norme EN 388 - pictogramme minimum 4132)
- Gants manutention lourde : Gants enduits antidérapants (paume sablée, dos aéré) tricoté sans couture (Norme EN 388 - pictogramme minimum 4132)
- Gants manutention fine (Norme EN 388 - pictogramme minimum 4121)
- Gants anti-coupure (Normes NF EN 420, EN 388 et EN 388-7 contre les risques de coupure à la tronçonneuse et autre scies à chaîne)
- Gants de protection contre les produits chimiques et les microorganismes (espaces verts, collecte de déchets, assainissement, ...) (Norme EN 388, EN 374-1 à 4) Pas en latex

Article 4.4 : Pieds

- Chaussures de sécurité imperméables Hautes - semelles antistatiques avec crampons et anti-perforation (travaux intérieurs et extérieurs) (Norme EN ISO 20345)
- Chaussures de sécurité imperméables Basses - semelles antistatiques avec crampons et anti-perforation (travaux intérieurs et extérieurs) (Norme EN ISO 20345)
- Bottes de sécurité imperméables - semelles antistatiques et anti-perforation, bonne adhérence (travaux extérieurs espaces verts) (Norme EN ISO 20345)
- Chaussures de sécurité antidérapantes coquées (aide-cuisinier dans le milieu de la restauration collective) ou sans coque (entretien, agent de service) (Norme EN ISO 20345)
- Chaussures coquées imperméables pour milieu de la restauration collective (cuisinier) (Norme EN ISO 20345)
- Sabots de travail ou de sécurité à bride et semelle antidérapante (Norme EN ISO 20347)

Article 4.5 : Commande sur catalogue

Lorsqu'un produit ne figure pas dans le bordereau des prix, le pouvoir adjudicateur peut commander le produit figurant dans le catalogue du titulaire du marché.

Les prix pratiqués étant ceux du catalogue déduction faite de la remise indiquée dans le bordereau des prix.

A chaque nouvelle parution de catalogue, le titulaire devra en informer le pouvoir adjudicateur.

Les prix pratiqués seront ceux du nouveau catalogue déduction faite de la remise indiquée dans le bordereau des prix.

Article 5 : Modalités de commandes

Article 5.1 : Commandes

Le CDG 35 souhaite pouvoir effectuer ses commandes par e-mail.

Le pouvoir adjudicateur fournira à la société les références des équipements demandés, le nombre et la taille, le nom de l'agent concerné, ainsi que le lieu de livraison.

Dès réception du mail par le titulaire, celui-ci s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur et par tous moyens un récapitulatif de la commande mentionnant les références, la quantité, le prix hors taxes et le prix T.T.C.

Le CDG 35 souhaite que le délai de livraison n'excède pas cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de passation de la commande.

Le CDG 35 souhaite pouvoir commander chaque article à l'unité et effectuer ses commandes et être livré en continu sur toute l'année (12 mois sur 12).

Le titulaire devra signaler au CDG 35 quand un produit du bordereau de prix ne se fait plus et devra fournir un équivalent au même prix sur toute la durée du marché.

En cas de changement, le titulaire devra fournir les nouvelles références des produits.

Article 5.2 : Interlocuteur

Un interlocuteur devra être désigné pour un suivi des commandes et des factures.

Article 5.3 : Échanges

En cas de produit non conforme à la commande ou de problème après essai des équipements (taille, pointure...), le CDG 35 se réserve la possibilité de renvoyer les équipements au fournisseur et de passer une nouvelle commande sans frais supplémentaires (remboursement de l'équipement inadéquat).

Article 6 : Livraison

Article 6.1 : Lieu de livraison

Le CDG 35 souhaite que le fournisseur puisse livrer l'agent concerné sur son lieu de mission ou à son domicile. En cas d'impossibilité de livraison (absence ou fermeture de la mairie), la livraison devra se faire par voie postale pour un suivi de livraison.

Article 6.2 : Délai de livraison

La livraison doit être garantie dans un délai ne pouvant excéder cinq jours ouvrés à compter de la passation de la commande conformément à l'article 5-1 du CCTP.

Article 6.3 : Suivi de livraison

Le prestataire s'engage à informer le CDG35 de tout problème de livraison et de rupture de stock.